



POUR UN QUÉBEC MODERNE ET SOUVERAIN QUI DÉFEND LES DROITS DE TOUS!

PARTI MARXISTE-LÉNINISTE DU QUÉBEC

1360, rue Ontario est, Montréal H2L 1S1
permanence@pmlq.qc.ca • (514) 522-5872

Réponses du Parti marxiste-léniniste du Québec (PMLQ) au Collectif pour le droit à la scolarisation

Votre parti reconnaît-il la dégradation actuelle des conditions de scolarisation des élèves HDAA et, plus spécifiquement, la hausse du nombre de cas de déscolarisation et de scolarisation à temps partiel ?

Oui, le PMLQ reconnaît la dégradation des conditions de scolarisation des élèves HDAA (élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage), de même que la hausse effarante du nombre de cas de déscolarisation et de scolarisation à temps partiel. C'est une honte nationale. Il appuie sans équivoque la lutte des travailleurs de l'éducation pour que la société réponde à leurs besoins.

Ce qu'on appelle éducation publique a été démantelée brique par brique, plus particulièrement depuis 30 ans, et aujourd'hui il est détruit, tout comme la santé publique et les services sociaux. Rappelons qu'au milieu des années 90, l'offensive antisociale a fait rage au Québec, comme dans le reste du monde, et s'est illustrée par les coupures récurrentes d'un milliard de dollars imposées dans ce réseau au nom du « déficit zéro », c'est-à-dire remettre des sommes gigantesques à des mains privées. C'était sous la gouverne du Parti québécois, alors dirigé par Lucien Bouchard. Depuis, tous les gouvernements successifs ont poursuivi dans la même veine, c'est-à-dire considérer que l'éducation est une dépense, et non pas un investissement. Selon les organisations syndicales de ce secteur, ce milliard retiré en 1998, s'il avait été maintenu et indexé à l'inflation chaque année, représente un manque à gagner historique cumulé de plus de 30 milliards de dollars sur près de 30 ans pour le réseau de l'éducation.

C'est à cette même époque, et dans les années suivantes, que l'État québécois a commencé à fermer les classes spécialisées pour les élèves HDAA, pour intégrer leurs élèves dans les classes dites régulières, contre l'avis des travailleurs de l'éducation et des familles. Depuis, la crise ne fait que s'intensifier avec la désertion de la profession et le décrochage scolaire. Ceux et celles qui occupent des positions

de pouvoir et de privilège et qui décident de détruire, au nom de fonds non disponibles ou qu'ils ont eu un « mandat », les conditions de scolarisation des élèves HDAA ne sont pas aptes à gouverner. Ce qui est absent, ce sont les mécanismes pour les rendre redevables et révocables, pour ne nommer que ceux-là.

Quels moyens votre parti mettra-t-il en oeuvre pour améliorer la situation et viser à ce que chaque enfant puisse profiter pleinement de son droit à l'éducation ?

Le PMLQ affirme tout d'abord que l'éducation est un droit humain fondamental qui est nié aujourd'hui. Toutes les mesures d'austérité et la privatisation de l'éducation à tous les niveaux sont en opposition à ce droit et à son affirmation. Le PMLQ lutte pour des investissements massifs en éducation, pour le financement des services dont le peuple a besoin pour son bien-être dans tous les domaines, à la hauteur de ses demandes, dont celles en éducation. Il s'oppose à toutes ces mesures antisociales et appelle à une nouvelle direction de l'économie et à arrêter de payer les riches.

C'est le peuple qui devrait gérer son argent dans les coffres de l'État. Nous nous opposons à ce que l'argent du peuple soit utilisé et détourné dans des stratagèmes pour payer les riches, pour la destruction sociale et naturelle au service d'intérêts privés étroits que ce soit en éducation, en santé, dans les programmes sociaux et autres secteurs de l'économie.

Tout cela se fait grâce à un système politique qui porte des partis au pouvoir, pas le peuple. Nous nous y opposons fermement et proposons le renouvellement du système politique de façon que le peuple puisse prendre les décisions sur les affaires qui les concernent, pas des partis politiques sur lesquels il n'exerce aucun contrôle. Le PMLQ travaille au renouvellement du processus politique, pour le transformer en faveur de l'empouvoirement du peuple, au lieu d'appuyer un système qui réduit tout le monde à des électeurs qui ont la permission de voter à tous les 4 ans ou à des « tiers » qui doivent se limiter à parler uniquement de ce que le gouvernement et son État leur permettent. C'est antidémocratique et tout sauf une démocratie représentative.

Le PMLQ considère que ceux et celles qui prennent leur responsabilité sociale envers la jeunesse et son éducation aient le dernier mot quant aux conditions de travail et d'enseignement devant être offertes à la jeune génération. Cela signifie aussi être décisionnels quant à l'investissement humain et financier nécessaire pour répondre aux multiples besoins de la jeunesse étudiante du Québec.

Le PMLQ appuie les luttes des enseignants et de leurs alliés des maisons d'éducation qui exigent une diminution du ratio élèves/enseignant, une composition des groupes

tenant compte des difficultés des élèves et des ressources humaines selon les besoins (orthopédagogues, orthophonistes, psychoéducateurs, éducateurs, travailleurs sociaux, infirmières, etc.) Pourquoi ne pourraient-ils pas choisir la ministre de l'Éducation, le meilleur d'entre eux ? Cet élu devrait directement rendre des comptes aux personnes oeuvrant dans les maisons d'éducation, ainsi qu'aux familles. Le processus politique actuel est totalement désuet et doit être profondément transformé pour qu'il cesse d'être sous le contrôle des partis à l'Assemblée nationale et des intérêts privés.

Quels moyens votre parti mettra-t-il en oeuvre pour qu'il soit possible de suivre adéquatement l'évolution de l'enjeu des bris de scolarisation au fil du temps ?

Dans le domaine de l'éducation, les enseignants sont les mieux placés pour définir ce que doit faire un gouvernement en éducation, comme le personnel infirmier est le mieux placé pour définir ce qui doit être fait en santé, etc. Ainsi, c'est au peuple à définir le mandat du gouvernement, pas aux partis et aux intérêts privés qui ont leur droit de parole illimité et ne sont pas contraints au statut de « tiers ». Les élus de nos jours représentent qui ? Il n'y a même pas de mécanisme pour les rendre redevables ou pour que leurs partis rendent des comptes qui soient rationnels, au lieu de la répétition de discours écrits par des grandes firmes de marketing.

Parti d'un projet d'édification nationale où l'éducation est orientée pour éduquer la jeune génération, il n'y aura pas de bris de scolarisation! Le Québec est riche de l'expérience de près de 150 000 personnes qui travaillent dans les écoles primaires, secondaires et dans la formation professionnelle. Il faut aussi que nos maisons d'éducation soient les plus modernes, sécuritaires et accueillantes de façon à mettre le facteur humain au premier plan.

Nous disons que les conditions de travail des enseignants sont les conditions d'étude des élèves et des étudiants, et qu'il faut travailler au renouveau démocratique, car le gouvernement et ses partis élites de l'Assemblée nationale décident en notre nom. C'est d'un Québec moderne dont nous devons nous doter avec une éducation moderne pour que toute notre jeunesse puisse s'épanouir et contribuer à celui-ci. Poursuivons cette importante discussion !